



NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

Le mensuel du Collectif Haïti de France

EDITORIAL

juin 2015 - n°141

SOMMAIRE

Page 1

L'ARTICLE DU MOIS
**Haïti cœur brûlant de la
mondialisation**

Page 3

Les nouvelles de NIH ont une
énergie durable

VU DANS LA PRESSE & L'EDITION

*Contre l'élitisme, faisons vivre la
culture populaire des Haïtiens!*

Page 4

L'ACTUALITE DU CHF
Départ et arrivée au CHF

*1000 signatures pour les droits des
Haïtiens en République Dominicaine*

Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère Nord. Conséquence de son histoire dira-t-on, mais pourquoi cette situation ne change-t-elle pas, en dépit des interventions des uns et des autres ?... Est-ce justement à cause de cela, à cause de la mainmise des grandes puissances qui paralyse les Haïtiens ? Ce peuple courageux, qui a su être le premier au monde à se battre pour conquérir son indépendance a-t-il vraiment besoin d'être mis sous tutelle et de faire de la phrase légendaire « se blan ki deside » une devise encore actuelle.

Les faits décrits par Nadine Lopez sont transparents : les Haïtiens sont encore, 200 ans après l'indépendance, dominés et exploités. Pourquoi ? En raison de l'égoïsme et des intérêts bien compris des grandes puissances certes, mais pourquoi le peuple haïtien continue-t-il de les subir ?

Les aides internationales ont été indispensables au moment des grands cataclysmes mais il ne suffit pas qu'il y ait « aide internationale », encore faut-il qu'elle soit gérée par les Haïtiens et bien pensée par eux sur la durée. Ainsi, est-ce un bienfait pour Haïti de résoudre ses crises alimentaires en faisant appel à l'importation au point de rendre les Haïtiens dépendants des produits importés au détriment de son

agriculture ? Le peuple haïtien a besoin de partenaires responsables et d'un état courageux et clairvoyant au service d'un peuple informé. Alors seulement « l'aide internationale » pourra être bénéfique et s'appeler solidarité.

L'ARTICLE DU MOIS

Haïti cœur brûlant de la mondialisation

Par Nadine Baggioni-Lopez, professeur agrégé d'Histoire et Géographie, Aix-en-Provence

Haïti a fait la *Une* de l'actualité française deux fois au mois de mai : la première fois en tragi-comédie lorsque le président de la République, en visite aux Antilles, commit une maladresse qui fut très mal reçue et qui entacha la première visite officielle d'un président français dans l'ancienne colonie. La deuxième fois de manière glorieuse avec la réception de Dany Laferrière à l'Académie, temple de la langue française où le désormais Immortel mit en valeur Haïti, ses poètes, sa culture et ses *lwa*.

Ces événements récents illustrent à merveille le lien d'Haïti avec la mondialisation : Haïti est capable de donner le meilleur, mais, petit pays rejeté à l'échelon le plus bas de la mondialisation, elle en reçoit bien souvent le pire. Car la mondialisation c'est bien cela : l'accélération des échanges et la hiérarchisation des espaces. Comme si Haïti n'avait jamais perdu en 2015 la place symbolique de centre du monde qu'elle occupait en 1492.

L'entrée dans la modernité ?

Haïti, ce fut l'entrée brutale dans la première mondialisation avec le génocide des peuples autochtones. Mais c'est aussi, avec la découverte de l'altérité pour le Vieux Monde, l'entrée dans la modernité qui permit l'émergence de la pensée rationnelle et laïcisée. Haïti, ce fut l'oppression de l'esclavage, mais ce fut aussi, par l'afflux de richesses qu'elle engendra, l'entrée dans la modernité qui permit l'émergence de l'Etat moderne et du capitalisme. Haïti c'est tout cela dès son ouverture. Haïti c'est aussi, c'est surtout, la troisième Révolution du cycle des Révolutions atlantiques : de l'Amérique de 1776 à la geste Bolivarienne en passant par la Révolution française et celle des esclaves de Saint-Domingue, ces soixante ans qui changèrent la face du monde. La Révolution en Haïti concrétisa les proclamations de la Liberté énoncées auparavant en Amérique et en France. Par sa radicalité, elle effraya un monde qui n'était pas prêt à accepter que les damnés de la Terre veuillent être appelés des Hommes. La République Noire le paya cher : isolement, paiement de la dette de l'Indépendance, pillage de ses richesses naturelles et prélèvement de la rente foncière des paysans. Déstabilisé, objet d'enjeux entre les puissances à l'heure de la deuxième colonisation, du *Big Stick*¹ des Etats-Unis, puis de la Guerre Froide, Haïti ne s'est libérée du cycle des dictatures lourdes qu'avec la fin des tensions Est-Ouest. Pour autant, et si la démocratie apparente et la liberté d'expression ne semblent plus en danger, peut-on dire qu'Haïti peut compter parmi les pays démocratiques, et peut-on dire, qu'enfin, Haïti peut entrer dans la *mondialisation heureuse* ?

L'ouverture à la mondialisation

Depuis 1986 et la chute de la dynastie Duvalier, Haïti a connu une situation politique apparemment chaotique. Cependant, s'il faut trouver un fil conducteur, celui de l'ouverture à la mondialisation semble un des plus pertinents. Comme pour tous les espaces dominés, la mondialisation est pour Haïti synonyme de domination accrue, de pillage du capital, d'accroissement des inégalités. Mais revenons d'abord sur la chronologie courte.

Lorsque Duvalier quitte le pays en 1986, c'est autant par la pression des forces de progrès à l'intérieur de l'espace national et dans la diaspora, que parce qu'il est lâché par ses alliés internationaux, et par la bourgeoisie locale qui n'a plus rien à gagner avec cette dictature à bout de souffle. La coïncidence avec la fin de la Guerre Froide et l'accélération de la mondialisation n'est pas

¹ L'expression doctrine du *Big Stick* fut employée par le président Theodore Roosevelt au début du XX^e siècle. Elle renvoie à la politique étrangère menée par les Etats-Unis depuis la fin de la guerre de Sécession. Pour assumer une place de véritable police internationale sur le continent américain, particulièrement aux Caraïbes, les Etats-Unis ont occupé militairement nombre d'Etats de la zone, dont Haïti de 1915 à 1934.

un hasard : le capitalisme n'avait plus besoin d'un système répressif fort, la menace n'existant plus, il avait besoin d'ouverture et de dérégulation. C'est ce que les régimes successifs vont mettre en place à partir de 1994, par eux-mêmes ou sous la pression des *amis d'Haïti* (Etats-Unis, Canada, France). Lorsqu'en 1994, les Etats-Unis remettent par la force au Palais National le président légitime, Jean Bertrand Aristide, ils lui imposent un plan d'ajustement structurel : la souveraineté économique et financière du pays est abandonnée à ses créanciers, aux grandes puissances et au marché. Dès lors, après les années de pillage économique sous les gouvernements autoritaires successifs, le pays devient une passoire pour tous les trafics licites et illicites, détruisant les faibles bases de l'économie de production locale et déstabilisant la société, et par voie de conséquence aussi l'environnement. Les premiers touchés sont les paysans qui subissent la concurrence des productions industrielles et subventionnées venues des pays du Nord, ou, plus récemment des pays émergents mieux intégrés dans l'économie capitaliste mondialisée (Brésil, République Dominicaine, Chine, Vietnam...), ces mêmes paysans qui cessent d'entretenir leur environnement et vont grossir davantage les rangs des déclassés de la capitale.



A qui profite le libéralisme ?

Cependant, l'ouverture, qui est le credo de la mondialisation, est une passoire à sens unique : les contrôles de la migration se sont resserrés durant toute la période. Les pays d'accueil ne se font accueillants que pour une immigration choisie, celle pour laquelle la ponction sur le capital humain devient profitable. Alors que le pays peine tant pour l'élévation du niveau d'éducation de sa population, la majorité de ses diplômés le quitte à peine le diplôme en poche. C'est une hémorragie qui obère gravement les chances de développement et qui fonctionne comme un cercle vicieux : l'investissement éducatif ne profite pas au pays et encore moins à l'Etat, qui, n'empochant pas les dividendes de cet investissement, ne peut investir dans ce qui pourrait retenir ses diplômés (un système de

santé et une école efficaces et abordables, des services publics même minimaux). Ceux qui s'en vont appartiennent aux classes moyennes qui n'ont pas les moyens de se comporter comme la bourgeoisie qui sait depuis longtemps profiter des avantages comparatifs entre Pétiion-Ville et Miami. Pendant ce temps, les plus modestes voient les portes de la migration se fermer ou subissent dans les pays d'accueil des politiques discriminatoires et la xénophobie comme en République Dominicaine. Aujourd'hui, Haïti par sa diaspora est largement ouverte sur le monde. Pour Georges Anglade, la diaspora pouvait devenir « *la carte maîtresse du Tricentenaire haïtien au XXI^e siècle* »². Les millions de dollars qu'envoient les travailleurs de la diaspora maintiennent les familles et le pays la tête hors de l'eau, mais ils accélèrent aussi des tendances lourdes : cet argent sert plus à acheter des biens importés qu'à investir dans le développement, que ce soit de la nourriture ou des biens de consommations, ce qui fait que la valeur ajoutée du travail des Haïtiens de la diaspora profite doublement aux pays du Nord.

Un pays sous tutelle

Ces tendances lourdes se sont accélérées avec le coup d'Etat de 2004, le *goudougoudou* et la présidence Martelly. Les événements de 2004 ont mis dehors un président qui avait perdu sa légitimité sur la scène internationale et dont la politique, par ses dérapages et sa violence, ne pouvait plus être qualifiée de démocratique. C'est sous couvert de l'ONU, et sans consultation quelconque des Haïtiens, que la France et surtout les Etats-Unis intervinrent militairement pour sauver les Haïtiens d'eux-mêmes. La force internationale mise en place alors, la MINUSTAH a certes rétabli le calme, mais aujourd'hui, onze ans après, Haïti a-t-elle encore besoin cette mission ? Haïti est mise sous tutelle, devenue un enjeu entre les puissances. Les Etats-Unis jouent un rôle majeur mais chacun veut sa part : le Brésil, puissance régionale montante, dirige la MINUSTAH, Cuba envoie ses cadres médicaux, le Venezuela signe un accord sur le pétrole (Petrocaribe), et la France n'entend pas être en reste. Le financement d'un programme d'éducation promis par François Hollande à Port-au-Prince contient, au-delà de la générosité de l'ancienne métropole, une logique identique : ouvrir aussi les marchés aux entreprises françaises par le biais d'une culture commune maintenue. 2004 a coupé la main droite de l'Etat, celle du politique, le tremblement de terre de 2010 a permis d'ouvrir encore davantage le pays, et sous couvert de bienfaisance — et il en fallait dans l'urgence — d'accélérer les tendances. Haïti est devenu

² « *C'est la carte maîtresse du Tricentenaire haïtien au XXI^e siècle en ce qu'elle est le fondement de « l'Autre Haïti possible » pour peu que l'on joue vraiment cette carte ; ou à l'inverse, si rien ne se fait, cette carte restera l'image d'un pays qui s'est vidé de sa substance pour n'avoir pas fait de cette carte sa carte d'atout.* » [Journées Internationales du Congrès Mondial Haïtien à Montréal, les 7 au 9 juillet 2005]

la République des ONG, plus de 10 000 d'entre elles se concurrencent sur le terrain de la charité. Elles accélèrent toutes les dépendances. La majeure partie des sommes qu'elles drainent retourne immédiatement dans les pays donateurs, sous formes de consommations et de salaires pour leurs experts et leurs expatriés.



La présidence Martelly s'est voulue celle de la rupture et de l'ouverture par une politique néo-libérale : « *Ministè komès ap louvri baryè pou bay pèp la travay* »³. La zone franche de Ouanaminthe a créé quelques milliers d'emplois, pour la plupart sous-payés, sans aucun droits pour les travailleurs. Exonérés de charges, les entreprises ne bénéficient pas non plus au pays ; ce sont des multinationales du textile essentiellement qui profitent des bas coûts salariaux et du calme revenu pour faire travailler les Haïtiens en profitant des infrastructures (routes et installations électriques) de la République Dominicaine voisine. Les projets autour de l'agriculture dans le Nord ou du tourisme dans le Sud suivent une logique identique : appel aux investisseurs étrangers, *business* en direction des marchés des pays développés, expropriation et exploitation du capital local, que ce soit les réserves foncières, les plus beaux sites, les meilleures terres et la main d'œuvre la plus docile, rapatriement des bénéficiaires dans les pays investisseurs.

« *Haïti is open for business* »⁴ ? Mais Haïti a toujours été *open for business*. Aux avant-postes de la mondialisation depuis 1492, mais toujours dans les rangs de ceux qui sont exploités, pillés. L'accélération de la mondialisation depuis la fin des années 1980 n'a pas épargné Haïti. L'histoire nationale, 1994, 2004, 2010, est en concordance avec l'histoire du Monde : ouvertures accrues, accélérations des circulations, mise en concurrence à échelle planétaire, accentuations des hiérarchies. L'histoire d'Haïti est aussi notre histoire : le retour en arrière dans la mondialisation n'est pas envisageable. Mais l'envisager autrement est notre responsabilité autant que celle des Haïtiens.

³ « *Le ministère du commerce ouvre les barrières [douanières] pour donner du travail au peuple* » slogan gouvernemental lors du Carnaval 2014.

⁴ « *Haïti est ouvert aux affaires* » slogan de l'administration Michel Martelly.

Les nouvelles de NIH ont une énergie durable

Le N°139 (Avril 2015) : « Demain si Dieu veut »

Elsa Dafour, la réalisatrice du film *Demain si Dieu veut* nous écrit ceci : « De belles émotions hier soir lors de la projection à l'institut français. Quel soulagement ce matin... La projection s'est bien passée, au-delà de mes espérances. Beaucoup beaucoup de monde, les gens de l'institut ont passé leur temps à rajouter des chaises... Eux-mêmes, surpris du monde qui était présent...

Le film a été bien accueilli par une majorité d'Haïtiens dans le public. Beaucoup de monde à cette projection, les amis, des humanitaires, des étudiants... Et le débat s'est ouvert. Plein de questions, d'interventions. Dont une qui a provoqué leurs interventions à elles: "comment vous percevez vous ce documentaire et le travail 'Elsa et quelle a été votre relation avec elle?" Cela a entraîné une réaction incroyable de leur part. Samantha a commencé en disant qu'au début elles

avaient eu du mépris pour moi mais comme j'étais restée, que j'appelais, que je les tenais au courant de tout, que j'étais revenue, encore... elles avaient finalement compris mon objectif et ma sincérité et m'ont laissée filmer. Et l'une a entraîné les autres... elles se sont levées l'une après l'autre, ont pris le micro et ont chacune pu s'exprimer. Pour dire qu'elles étaient fières de ce film. Celui-ci ne les a pas trahies.

Certaines remarques les ont félicitées de leur courage d'avoir parlé, de leur incroyable dignité de s'être battue seule après le tremblement de terre et encore aujourd'hui sans l'aide de personne.

" Qu'est-ce que ce film changera pour nous?" C'est ainsi que Woodline a conclu. Et c'est la question que je me poserai sur chaque travail que je ferai... Une pierre à l'édifice? Si Dieu veut... »

VU DANS LA PRESSE ET L'EDITION

Le Monde - 14 mai 2015 - Contre l'élitisme, faisons vivre la culture populaire des Haïtiens!

Par *Lyonel Trouillot*. Le président français était le 12 mai en Haïti. Nous n'étions pas nombreux à l'écouter. Déjà qu'il existe un vieil adage en créole, « ay, tou sa se Lafrans » (« ah, tout ça c'est la France »), qui sert à exprimer le scepticisme après un discours que l'on croit sans suite. Et puis, le président s'exprime dans une langue étrangère pour la majorité des Haïtiens, une belle langue que des élites indifférentes au sort de cette majorité utilisent comme outil d'exclusion et de domination. Il est temps de mettre fin à ce partage inégal des langues en Haïti. La France pourrait aider à

faire que le français ne soit plus le bien de quelques-uns, mais la langue de tous, si elle intégrait ce vœu dans les priorités de sa politique de coopération. La situation linguistique haïtienne fait du français une arme au service de l'injustice et de l'inégalité. Et puis, comment convaincre cette majorité que la France sait faire autre chose que parler, que sa politique de coopération avec Haïti aidera à des changements structurels vers plus de bien-être pour l'ensemble et l'établissement enfin de cette sphère commune de citoyenneté qui manque tant à la société haïtienne ?

L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAITI DE FRANCE

Départ et arrivée au CHF

Fin mai, nous avons dit au revoir à Laura, qui, après 7 mois de volontariat en service civique au siège du CHF, est arrivée à la fin de sa mission. Un grand merci à Laura pour avoir apporté son appui à l'animation du réseau associatif.

Début juin, nous avons eu le plaisir d'accueillir de nouveau Anne Bertin, ancienne salariée du CHF, qui revient pour une mission courte de 3 mois afin de participer au lancement du projet CRASH.

1000 signatures récoltées pour le respect des droits fondamentaux des Haïtiens en République Dominicaine !

Suite à la fin du Plan National de Régularisation des Etrangers (PNRE) le 17 juin dernier, le CHF et le GARR ont adressé la pétition ainsi que les 1000 signatures à Danilo Médina, président de la

République dominicaine, ainsi qu'à 5 représentants internationaux, dont François Hollande, pour les alerter sur la situation.

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris -

Comité de rédaction : Michèle BABINET, Stéphanie BARZASI, Ghislaine DELEAU, Reynold HENRYS, Geneviève GREVECHE, Bernard LERAY, Fatou SALL.

Directeur de publication : Paul VERMANDE.

Tél : 01 43 48 31 78 / comiteredaction@collectif-haiti.fr/ www.collectif-haiti.fr